

Zitierhinweis

Dewez, Harmony : recension de : Nicole Bériou / Jacques Chiffolleau (eds.), Économie et religion. L'expérience des ordres mendiants, XIIIe-XVe siècle, Lyon : Presses Universitaires de Lyon, 2009, dans : ~ Annales. Histoire, Sciences Sociales, 2012, 4.2 - Économie, p. 1137-1139, DOI: 10.15463/rec.903625652, téléchargé depuis Website

Annales

Histoire, Sciences Sociales

copyright

Dieser Beitrag kann vom Nutzer zu eigenen nicht-kommerziellen Zwecken heruntergeladen und/oder ausgedruckt werden. Darüber hinausgehende Nutzungen sind ohne weitere Genehmigung der Rechteinhaber nur im Rahmen der gesetzlichen Schrankenbestimmungen (§§ 44a-63a UrhG) zulässig.

Le rôle central joué par la dîme dans l'alliance féodale mis en lumière en Lombardie aux XI^e et XII^e siècles (François Menant) et dans la Catalogne du XIV^e siècle (Elvis Mallorquí) permet d'aborder les phénomènes de redistribution au sein des élites aristocratiques, mais pas uniquement. C'est surtout le monde des communautés qui émerge, car la dîme est un élément constitutif de leur identité (M. Arnoux), et on les voit adopter des stratégies diverses, partout en Europe, du Moyen Âge à l'époque moderne : acceptant le principe même des dîmes perçues comme moyen d'assistance ; s'associant, au contraire, autour d'un syndic pour en contester la levée en Espagne (Guy Lemeunier), en France (Francis Brumont) ou dans le Sud-Ouest des années 1780, où la contestation est telle qu'elle aboutit à la création « d'une ligue contre les décimateurs » (Guy Astoul). Là, les dîmes noales sont les moins acceptées alors qu'en Cerdagne, elles sont les plus facilement versées car elles confèrent une légitimité à la culture temporaire des communs (M. Conesa), au détriment des seigneurs et au seul profit des prêtres. À cette gestion locale, qui permet d'irriguer les marchés ou d'assurer l'entraide communautaire, s'ajoute celle des grosses dîmes, le plus souvent affermées et destinées aux circuits régionaux.

Comme le souligne M. Arnoux, la géographie européenne des dîmes reste encore largement inconnue et les différents articles témoignent de la nécessité de poursuivre ce qui a été amorcé à Flaran. On regrettera néanmoins la très faible part accordée à l'institution ecclésiastique, même s'il s'agit d'un parti pris sans doute volontaire pour témoigner qu'une autre histoire de la dîme, longtemps enfermée dans le carcan de la seule histoire des institutions religieuses, est possible. Cependant, cette option a pour conséquence l'absence d'analyse sur le lien (potentiel) avec ce prélèvement qu'est le *decimum*, pourtant antérieur à la *decima* et sur lequel les *scriptoria* ont dû jouer pour entretenir une certaine confusion : les actes des cartulaires de Sainte-Foy de Conques, de Saint-Victor de Marseille et de bien d'autres établissements ne témoignent-ils pas d'une substitution du premier terme par le second entre 1050 et 1150 ?

C'est très certainement autour du rôle des communautés d'habitants qu'il reste le plus à faire, notamment pour mieux en cerner la chronologie. C'est à ce sujet que les discussions seront sans doute les plus vives. Si la dîme peut être conjointement le ciment du *dominium* aristocratique et le levier des communautés d'habitants, il faudra déterminer davantage le rôle de chaque type d'acteurs : ainsi l'exemple de l'Islande, où l'introduction de la dîme à la fin du XI^e siècle contribue à l'instauration de forts clivages sociaux au sein de cette société originellement égalitaire, pourrait donner des pistes. Les auteurs divergent sur le rôle et les stratégies des communautés, à commencer par le ou les types de dîme contrôlés par celles-ci (grosses, menues, insolites, noales ?), leur acceptation ou leur rejet. Ces différences d'analyse incombent-elles uniquement à des réalités temporelles et régionales distinctes ?

On connaît les contraintes liées à la collection des journées internationales de Flaran et tout ne pouvait être abordé en si peu de pages. Rompant avec les clivages traditionnels de l'historiographie, ce petit volume collectif a le grand mérite d'ouvrir des pistes de recherches fécondes et un beau chantier.

DIDIER PANFILI

**Nicole Bériou et Jacques Chiffolleau
(dir.)**

Économie et religion. L'expérience des ordres mendiants, XIII^e-XV^e siècle

Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2009, 809 p.

Si cet imposant ouvrage collectif reprend à son compte le sous-titre de *La bourse et la vie* de Jacques Le Goff, ce n'est pas pour présenter une synthèse des travaux réalisés depuis, mais pour construire les fondations d'une réflexion, à l'échelle européenne, sur les nouveaux problèmes qui se posent aux historiens des ordres mendiants¹. Depuis les années 1970, la question de l'influence de la religion médiévale sur les pratiques économiques avait pris un tour nouveau avec les travaux de Giacomo Todeschini et Lester Little sur les ordres mendiants², puis ceux de J. Le Goff sur le problème de l'usure.

Depuis quelques temps, un renversement a eu lieu, et c'est vers ceux qui avaient ainsi infléchi et cautionné les transformations de l'économie laïque que le regard des historiens s'est tourné, interrogeant la place de l'argent, de la propriété et des échanges dans la pensée religieuse. L'analyse brillante de G. Todeschini sur l'*usage* franciscain a ouvert la voie à des approches plus pragmatiques, sous l'influence d'une attention renouvelée aux mots et aux sources³. Cette problématique est reprise de façon ambitieuse par ce volume de vingt articles, dont les objectifs principaux sont d'établir le panorama des sources, de comprendre les ressorts de la production de l'écrit administratif, de questionner la place de la propriété collective et individuelle à partir des archives, d'analyser les revenus et les dépenses et, enfin, de dégager la place des intermédiaires, gestionnaires, patrons et bienfaiteurs, laïcs ou non, dans les affaires des couvents. De Londres à Naples, en passant par Trèves, Liège, Avignon ou Lausanne, les travaux rassemblés se démarquent par leur souci de dégager la spécificité de chaque ordre étudié – mineurs, prêcheurs, servites et carmes. Le chercheur appréciera la richesse des références mobilisées au fil des pages, ainsi qu'une très utile bibliographie raisonnée commentée par Florent Cygler.

Au-delà des vicissitudes archivistiques rapelées par Gian Paolo Bustreo et Sébastien Barret, la rareté est la principale caractéristique de l'écrit pragmatique mendiant avant 1300, voire parfois jusqu'au XV^e siècle, et l'on se permet de penser que c'est là le reflet d'une pauvreté qui incarne un refus des contraintes administratives dont sont grevés les ordres traditionnels. L'analyse lumineuse de Joanna Cannon sur l'iconographie de la quête, dont elle montre l'absence quasi totale en Italie centrale, oblige également à revoir les représentations de l'économie mendicante. Plusieurs auteurs (G. P. Bustreo, Clément Lenoble, Bernard Andenmatten) expliquent l'essor de la production documentaire en partie par l'accession à la propriété et la nécessité de la gestion par l'écrit, notamment après la bulle *Ad conditorem canonum* de 1322 mettant fin à la « fiction juridique qui évitait jusqu'alors à

l'ordre d'être considéré comme propriétaire » (Damien Ruiz, p. 668), et par la multiplication des rentes obituaires suite aux vagues de peste qui marquèrent le XIV^e siècle. Tous s'accordent cependant sur la pluralité des facteurs. La réglementation par les chapitres provinciaux et généraux de la production d'écritures comptables vient compliquer ce phénomène, car les documents dont elle encadre la production ne nous sont pas toujours parvenus, comme l'a constaté Hans-Joachim Schmidt dans les comptes rendus de visites provinciales des carmes de Germanie inférieure, à partir desquels il analyse l'irrégularité des finances conventuelles jusqu'en plein XV^e siècle. Les *constitutiones antiquae* des servites, ordre dont le statut n'est pas officiellement mendiant, imposent, dès 1280 environ, la reddition, par le procureur du couvent, de comptes des recettes et des dépenses dont Raffaella Citeroni a retrouvé quelques exemplaires qui témoignent de liens avec les pratiques marchandes. L'excellente synthèse de D. Ruiz sur les constitutions provinciales des franciscains fait souhaiter de plus amples recherches sur la question, notamment parce que ces statuts du XIV^e siècle font largement écho aux textes normatifs bénédictins du siècle précédent. Les remarques de Paul Bertrand sur la réforme des carmes au XV^e siècle, les travaux de Rosalba di Meglio et Gary Radke à Naples et à Venise et l'exemple londonien de Jens Röhrkasten permettent de suivre les transformations documentaires à la fin de la période, complétant le tableau d'un écrit de gestion assez peu conservé (ou produit), mais révélant des évolutions administratives, particulièrement dans les secondes moitiés des XIV^e et XV^e siècles.

La question de la propriété personnelle est principalement évoquée par Martin Morard. La propriété collective est souvent abordée à travers les rentes, dont P. Bertrand démonte le mécanisme (l'aumône perpétuelle) qui maquille les « petits arrangements avec la règle » (Sylvain Piron, p. 728), tout comme le fait Andrea Bartocci pour le problème de la capacité des frères à recevoir des legs. L'acquisition de rentes et de cens est l'une des évolutions majeures dans les revenus des mendiants à partir de la seconde moitié du XIV^e siècle,

mais leur part reste minoritaire tout au long du Moyen Âge : dons, legs et revenus de la *cura animarum* constituent le corps des revenus des mendiants et conditionnent leurs rapports avec les laïcs, tantôt bénéfiques, tantôt problématiques, mais toujours symptomatiques d'une implantation urbaine très particulière. L'ambiguïté du statut des intermédiaires est bien mise en valeur par les études de Ludovic Viallet et de P. Bertrand, tandis que l'importance du patronage laïc pour la survie des couvents peut être illustrée, entre autres, par celles de Bertrand Schnerb, G. Radke et Christine Gadrat en ce qui concerne les bibliothèques. Il faut cependant s'attarder sur les travaux de Michele Bacci et Gian Maria Varanini, qui révèlent les tensions économiques autour de la portion canonique et du phagocytage des legs et des « biens mal acquis » par les frères, au détriment des œuvres charitables, des héritiers, ou encore des débiteurs malheureux d'un usurier repent *in articulo mortis*. Enfin, les dérives de l'*appropriatio locorum* sont illustrées par l'analyse méticuleuse de la provenance des frères mineurs de Santa Croce (S. Piron), où l'itinérance et la pauvreté originelles ont cédé la place à un recrutement local, une inégalité sociale entre les frères et des liens étroits avec le patriciat urbain.

Cet ouvrage appelle toutefois à dépasser l'idée d'une « trahison » des idéaux pour interroger ce qui fait la spécificité des pratiques économiques mendiantes ; la masse considérable d'informations rassemblées par cette initiative remarquable apporte des réponses et un socle solide pour la recherche sur l'« expérience » économique des ordres mendiants.

HARMONY DEWEZ

1 - Jacques LE GOFF, *La bourse et la vie. Économie et religion au Moyen Âge*, Paris, Hachette, 1986.

2 - Lester K. LITTLE, *Religious Poverty and the Profit Economy in Medieval Europe*, Londres, P. Elek, 1978.

3 - Giacomo TODESCHINI, *Richesse franciscaine. De la pauvreté volontaire à la société de marché*, Lagrasse, Verdier, [2004] 2008 ; Valentina TONEATTO, Peter ČERNIC et Susi PAULITTI, *Economia monastica : Dalla disciplina del desiderio all'amministrazione razionale*, Spolète, Centro ita-

liano di studi sull'alti Medioevo, 2004 ; Valentina TONEATTO, *Les banquiers du Seigneur. Évêques et moines face à la richesse, IV^e-début IX^e siècle*, Rennes, PUR, 2012.

Maria Elisa Soldani

Uomini d'affari e mercanti toscani nella Barcellona del Quattrocento

Barcelone, Consejo Superior de

Investigaciones Científicas, 2011, 669 p.

Ce livre, tiré du doctorat de Maria Elisa Soldani, s'inscrit dans la lignée des ouvrages qui se sont intéressés aux milieux marchands de la fin du Moyen Âge, à l'espace méditerranéen et à la circulation des élites dans l'Europe du xv^e siècle. Ce travail prétend se situer à la croisée de problématiques d'histoire économique (sur le fonctionnement des compagnies toscanes à Barcelone), d'histoire sociale (sur la circulation des élites marchandes dans l'Europe méditerranéenne et sur leur intégration en territoire étranger) et d'histoire politique (sur la consolidation de la monarchie catalano-aragonaise au xv^e siècle et sur sa participation au mouvement de construction de l'État moderne). L'auteur se réclame donc de l'héritage des travaux de Fernand Braudel, Federigo Melis, Jean-Philippe Genet ou encore Marco Tangheroni.

Le texte se présente sous la forme d'une monographie consacrée aux marchands toscans présents à Barcelone du début du xv^e siècle jusqu'au déclenchement de la guerre civile qui déchira la Catalogne de 1462 à 1472. Il est organisé en trois parties où se succèdent l'étude des modalités d'intégration et d'organisation professionnelle de ces marchands, l'analyse de leurs relations avec les pouvoirs exerçant leur autorité sur cette ville et, enfin, des fiches prosopographiques consacrées aux principales compagnies et aux marchands toscans installés à Barcelone à l'époque, soit vingt-trois Florentins, dix Pisans et quatre Lucquois. La démonstration fait ainsi varier les échelles et s'appuie sur un va-et-vient fructueux entre cadre général et cas particulier.

Même si cela n'est pas formellement explicité, l'ensemble paraît donc avoir pour objectif de livrer une tentative d'histoire totale sur un